

MASTER PARCOURS DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

Master Droit public des affaires

Le master droit public des affaires est indifférencié mais comporte deux orientations : une orientation "Recherche" et une orientation "Professionnel". Il est possible de changer de parcours à condition de respecter le nombre d'options à suivre dans chaque parcours. Les enseignements sont communs et l'Association des étudiants et anciens étudiants du master est commune aux deux parcours du master.

Infos pratiques

Composante : EDS - Département masters droit public

Durée : 2 ans

Crédits ECTS : 120

Campus : Centre Panthéon

Présentation

Objectifs

L'objectif général de la formation est de proposer aux étudiants une formation spécialisée de haut niveau en droit public des affaires.

Cette branche du droit public connaît de nouveaux développements, non seulement dans le cadre national mais également sous l'influence du droit européen et du droit international.

Elle appréhende la régulation économique, les entreprises du secteur public et les relations contractuelles entre les opérateurs économiques et les personnes publiques (commande publique, contrats immobiliers). Les matières

qui composent le programme permettent de combiner le point de vue de l'action publique et le point de vue des entreprises. Elles impliquent aussi une bonne connaissance du droit privé.

Organisation

Membres de l'équipe pédagogique

Sophie Nicinski

Professeur des universités

Hélène Hoepffner

Professeur des universités

Admission

Conditions d'admission

Le master est ouvert aux étudiants :

- du master 1 droit public des affaires
- des autres masters en droit public et en droit privé
- diplômés des Instituts d'Etudes Politiques
- anciens élèves des grandes écoles
- aux professionnels

justifiant avoir réussi les épreuves de master 1 ou d'un niveau équivalent.

Et après

Poursuite d'études

Le parcours Recherche a pour objet la formation de jeunes chercheurs et contribue au renouvellement de la recherche dans une branche du droit public en pleine expansion en liaison étroite avec le monde économique. Il donne accès à l'attribution d'une allocation de recherche en droit public économique dans le cadre de l'Ecole doctorale selon la procédure d'attribution de celle-ci. Les jeunes docteurs s'orienteront vers les carrières scientifiques et universitaires. Des thèses peuvent également être préparées dans le cadre de contrats CIFRE en entreprise.

Le parcours Professionnel a pour objet de répondre à la demande de spécialistes, tant de la part du secteur privé (cabinet d'avocats ou d'audit, bureaux d'étude, entreprises de réseau, entreprises de travaux publics, etc...) que de la part des administrations, des entreprises publiques ou de service public, des autorités de régulation, des juridictions administratives, ainsi que d'organisations internationales. Environ un tiers des étudiants d'une promotion trouve un emploi avant même la soutenance du rapport de stage. Le parcours Professionnel s'adresse également à des praticiens désireux de reprendre ou de compléter leur formation.

La nouvelle réglementation des études doctorales permet l'inscription en thèse avec un master professionnel. Inversement, de nombreux étudiants titulaires d'un master Recherche se dirigent vers l'entreprise ou une profession libérale.

Programme

Master 1 Droit public des affaires

Semestre 1 M1

| UE1 Semestre 1 | 15 crédits |
|--|-------------------|
| Droit de la concurrence de l'Union européenne sans TD | 33h |
| Droit de la régulation économique & des services publics | 49,5h |
| Finances publiques approfondies sans TD | 33h |
| Methodologie de la recherche & documentation juridique | 9h |

| UE2 Semestre 1 | 15 crédits |
|---|-------------------|
| Choix 2 cours | |
| Administrations comparées sans TD | 33h |
| Comparative law sans TD | 33h |
| Droit bancaire sans TD | 33h |
| Droit de la protection de la santé sans TD | 33h |
| Droit de l'environnement sans TD | 33h |
| Droit des collectivités territoriales sans TD | 33h |
| Droit fiscal général sans TD | 33h |
| Droit de l'urbanisme | 7 crédits 49,5h |

Semestre 2 M1

| UE1 Semestre 2 | 15 crédits |
|--|-------------------|
| Comptabilité & gestion financière publique sans TD | 33h |
| Droit des contrats et marchés publics | 49,5h |

| UE2 Semestre 2 | 15 crédits |
|---|-------------------|
| Choix deux cours UE 2 | |
| Droit de l'énergie | 33h |
| Droit des sûretés sans TD | 33h |
| Droit du secteur public concurrentiel (services publics...) | 33h |
| Droit fiscal international | 33h |
| International Contracts | 33h |
| International Law | 33h |

| | |
|---|-----------|
| Interventions économiques des collectivités territoriales | 33h |
| Legal Theory | 33h |
| Préparation aux concours type ENA | 33h |
| Projet personnel | 9h |
| Choix Langue | 1 crédits |
| Anglais juridique | 16,5h |
| Autres langues | |
| Choix Langue | |
| Droit économique de l'UE | 49,5h |

Master 2 Indifférencié Droit public des affaires

Semestre 3 M2

| UE1 Semestre 3 | 19 crédits |
|---|-------------------|
| Concessions & marchés publics | 30h |
| Droit de la concurrence & des aides d'Etat | 21h |
| Fondement & droit de la régulation économique | 30h |

| UE2 Semestre 3 | 11 crédits |
|---|-------------------|
| Aides locales | 15h |
| Analyse économique | 15h |
| Contentieux droit public des affaires | 15h |
| Contrats publics : étude de cas | 15h |
| Droit de l'environnement & de l'urbanisme & activités éco | 15h |
| Droit des contrats publics internationaux | 15h |
| Droit des entreprises & des participations publiques | 15h |
| Droit des propriétés publiques | 15h |
| Droit de l'énergie appliqué au droit public des affaires | 15h |
| Financement de projets | 15h |
| Régulation : étude de cas | 15h |

Semestre 4 M2

| UE1 Stage ou Mémoire Semestre 4 | 30 crédits |
|--|-------------------|
| Mémoire | 30 crédits |
| Stage | 30 crédits |